

**Arrêté ARS/BFC/DOS/ASPU 2020-007 modifiant le cahier des charges de la permanence des soins ambulatoires de la région Bourgogne-Franche-Comté**

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté**

**Vu** le code de la santé publique et notamment ses articles L.1435-5 ; L.6314-1 à L.6314-3 ; R.6311-8 ; R. 6315-1 à R. 6315-6 ;

**Vu** l'arrêté du 20 avril 2011 relatif à la rémunération des médecins participant la permanence des soins ambulatoire ;

**Vu** l'arrêté du 22 septembre 2011 portant approbation de la convention nationale des médecins du 26 juillet 2011 ;

**Vu** l'instruction DGOS/R2/2011/192 du 20 mai 2011 relative à la permanence des soins en médecine ambulatoire ;

**Vu** le décret n°2012-271 du 27 février 2012 relatif au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé ;

**Vu** le décret n°2019-854 du 20 août 2019 portant diverses mesures de simplification dans les domaines de la santé et des affaires sociales et notamment dans le dernier paragraphe de l'article 1 mentionnant l'allègement des procédures d'avis préalable pour les modifications des cahiers des charges concernant la PDSA ;

**Vu** l'arrêté du directeur général de l'ARS Bourgogne-Franche-Comté du 02 août 2018 fixant le cahier des charges régional de la permanence des soins ambulatoires de la région Bourgogne-Franche-Comté ;

**Vu** le mail adressé par voie électronique aux membres du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires du Jura en date du 06 décembre 2019 ;

**Vu** l'avis favorable de Mme PROST DAME, pharmacienne à Lons et représentante URPS PHARMA en date du 13 décembre 2019 ;

**Vu** l'avis favorable de Monsieur Bourgeois, représentant le Conseil Régional de l'ordre des pharmaciens en date du 2 janvier 2020 ;

**Vu** l'avis défavorable du président de l'ACORELI, le docteur Rabier en date du 27 décembre 2019 ;

**Vu** l'avis réputé rendu, en application de l'article R 6315-6 dernier alinéa, de tous les autres membres du CODAMUPS-TS du Jura (saisine le 06 décembre 2019) relatif à la modification des horaires de la PDS sur le secteur de Lamoura-Septmoncel-Les Bouchoux-Lélex ;

**Vu** l'avis réputé rendu, en application de l'article R 6315-6 dernier alinéa, de l'Union régionale des professionnels de santé des médecins libéraux de Bourgogne-Franche-Comté relatif au cahier des charges régional (saisine le 20 décembre 2019) ;

**Considérant** que le cahier des charges de la permanence des soins ambulatoires est conforme aux dispositions du code de la santé publique (article R6315-1 et suivants) ;

**Considérant** que l'organisation et les rémunérations inscrites dans ce cahier des charges sont conformes à l'arrêté du 20 avril 2011 sur la rémunération des médecins participant à la permanence des soins ambulatoires ;

**Considérant** que le dispositif de permanence des soins ambulatoires est une réponse médicale aux demandes de soins non programmés assurée en dehors des horaires d'ouverture des cabinets libéraux et des centres de santé et qu'à ce titre, il doit être organisé en fonction des besoins de la population évalués et de l'offre de soins existante.

## ARRETE

**Article 1 :** Sur le département du Jura, le cahier des charges régional de la permanence des soins en médecine ambulatoire de la région Bourgogne-Franche-Comté, intègre dans son texte et son annexe la modification suivante :

- ✓ L'annexe 1.3 – « Déclinaison départementale du cahier des charges régional de la PDSA du Jura », est modifiée comme suit :

- au paragraphe « I. Etat des lieux »

« Elle a fait apparaître :

- [...] »

- par manque d'activité et avec une démographie médicale en baisse, **4** secteurs de garde (au lieu de 3) ont souhaité supprimer les gardes de semaine et mettre en place des créneaux de consultations le week-end, les jours fériés et les jours de pont de 17h à 20h le samedi ; de 10h à 12h et de 17h à 20h le dimanche/férié/pont. Il s'agit des secteurs : **Jura - 02** Champagnole/Saint Laurent en Grandvaux, **Jura - 05** Saint Claude, **Jura - 07** Morez/Les-Rousses, et **Jura - 06** Lamoura/Septmoncel/Les Bouchoux/Lélex »

- au paragraphe « III. Effectif »

Le tableau récapitulatif du paragraphe « **Les consultations** » devra être modifié dans la colonne « horaires assurés en PDS » comme suit :

« **Jura-06** : Pas de garde en semaine. Les Week-ends, jours fériés et ponts\* : samedi 17h-20h, dimanche/férié/pont : 10h-12h / 17h-20h. »

**Article 2 :** Le reste du cahier des charges régional de la permanence des soins en médecine ambulatoire de la région Bourgogne-Franche-Comté, tel que défini par l'arrêté ARSBFC/DOS/ASPU/2018-131, modifié par les arrêtés 2019-163 et 2019-164, demeure inchangé.

**Article 3 :** Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

**Article 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de la date de publication au recueil des actes administratifs de la région Bourgogne-Franche-Comté et du département du Jura :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté ;

- d'un recours hiérarchique auprès de la ministre de la santé ;

- d'un recours contentieux formé par toute personne ayant intérêt à agir devant le tribunal administratif de Dijon, 22 rue d'Assas ;

-à l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté et de la préfecture du département du Jura. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :** Le directeur de l'organisation des soins de l'agence régionale Bourgogne-Franche-Comté, Monsieur le délégué départemental du Jura sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté et de la préfecture du Jura. Une copie sera adressée aux intéressés des départements concernés : préfecture, conseil de l'ordre départemental des médecins, caisse primaire d'assurance maladie, l'union régionale des professionnels de santé des médecins libéraux.

A Dijon, le 27 JAN. 2020

  
Le directeur général  
Pierre PRIBILE